



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

Résilience pour la Paix



Clause de non-responsabilité

Cet événement est rendu possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.





USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

Résilience pour la Paix



Analyse des dynamiques sociales et économiques pour la prévention de l'expansion des Groupes Extrémistes Violents (GEV) dans l'Espace Comoé (Côte d'Ivoire)



Plan de restitution



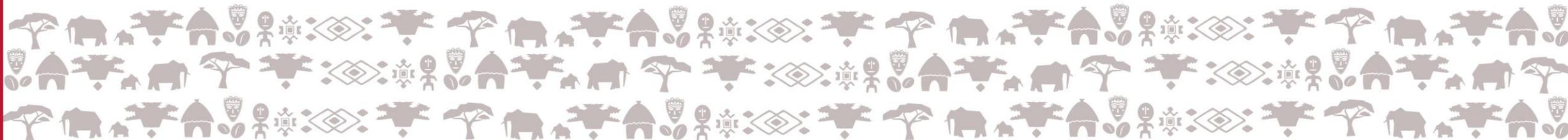
USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix



eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL



Plan de restitution

- Contexte et justification de la recherche
- Rappel des questions et objectifs de la recherche
- Considérations théoriques et méthodologiques
- Principaux résultats
- Recommandations et pistes d'action



Contexte et justification de la recherche

- L'Espace Comoé est le champ géographique et social de la présente étude. Il est situé dans le Nord de la Côte d'Ivoire.
- Dans cet Espace Comoé, en plus des zones rurales qui leur sont rattachées, les aires protégées comprennent:
 - le Parc National de la Comoé (PNC), le plus grand site du réseau des aires protégées de Côte d'Ivoire avec 1.149.150 hectares
 - les deux zones de Biodiversité (Warigué et Monts Tingui) incluant des forêts classées.
- En s'inscrivant dans une perspective sécuritaire, la dynamique de cet espace sera lue à un double niveau:
 - les interactions des populations entre elles qui soient porteuses de tensions et de conflits;
 - les relations plus ou moins conflictuelles qu'entretiennent les communautés riveraines avec les aires protégées.

Rappel de la question principale et de l'objectif général de la recherche

- **Question au départ de la recherche:**

Existe-t-il des dynamiques sociales dans l'Espace Comoé, des formes d'usage mutantes des ressources des aires protégées et des interactions humaines dans la périphérie, en lien ou non avec le PNC, qui présentent réellement et/ou potentiellement des opportunités pour l'expansion des GEV ?

- **Objectif général de la recherche:**

Comprendre les vulnérabilités et les fragilités potentiellement convertibles par les GEV en vue d'une plus grande implantation dans l'Espace Comoé à travers 7 dimensions.

Objectifs de la recherche (suite): les dimensions du phénomène observé

- (i) L'état des relations sociales et politiques qui sont des sources d'insécurité ;
- (ii) Les disparités et les signes d'inégalités politiquement exploitables par les GEV pour se constituer un réseau d'alliés ;
- (iii) Les situations productrices de sentiments d'inégalités et d'injustices institutionalisées ou non, susceptibles d'être politiquement capitalisées par les GEV pour susciter des adhésions à leur idéologie ;
- (iv) Les changements dans les dynamiques d'anthropisation du PNC et des ZBD ayant un impact sécuritaire pour l'Espace Comoé ;
- (v) Les griefs et ressentiments contre l'État susceptibles d'être convertis en motifs de radicalisation ;
- (vi) Les structures d'opportunités de conversion non-économiques ;
- (vii) La perceptionémique des risques d'insécurité liés ou non à la présence de groupes d'extrémisme violents

Considérations théoriques et méthodologiques

- **Postulat de base**

L'expansion des GEV est tributaire de l'existence dans l'Espace Comoé de fragilités ou de vulnérabilités (vulnérabilité toute situation de fait, source de griefs en termes de manques, tensions latentes ou manifestes, conflits, au sein d'une communauté donnée, convertibles en opportunités de recrutement ou de collaboration de diverses natures)

- **Approche méthodologique: recherche qualitative articulante**

- Revue de la littérature
- Enquêtes de terrain dans 9 départements et sous-préfectures appartenant aux 4 régions cerclant le Parc National de la Comoé : Le Bounkani, le Tchologo, le Gontougo et le Hambol

Principaux résultats



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix



eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL



Sur l'état des relations sociales et politiques et les sources d'insécurité potentielle

- Que l'on soit dans le Bounkani, dans le Tchologo ou dans le Hambol, la terre et le contrôle des ressources qui lui sont liées sont les deux facteurs autour desquels se sont construits les clivages sociaux et ethniques
 - Dans le **Bounkani**, les enjeux fonciers se trouvent complexifiés par la **lutte pour le leadership** qui mine les relations entre Koulango et Lobi depuis les années 2000. Derrière les apparences de cohabitation pacifiée, les rapports entre les principales communautés sont peu cordiaux. Les manifestations violentes de 2016 y ont révélé les logiques concurrentielles restées dans le non-dit malgré une apparence de cohésion sociale.
 - Dans le **Hambol** les effets de cette lutte pour le leadership entre **Djimini et Malinké**, quant à elle, se manifestent de plus en plus.
 - Dans le Tchologo, la **patrimonialisation de la fonction de chef de terre et la perte de la maîtrise foncière** engendrée par la monétisation croissante de l'accès à la terre, dans un contexte de forte immigration et de demande de terre pour des exploitations concurrentielles, sont les principales cordes de discorde
- La plupart de ces tensions restées latentes, sans relief particulier, à part celles dans lesquelles se trouvent engagées les Peuls et les communautés originaires du Burkina Faso (Bobo dans le Hambol) et Minianka dans le Tchologo et le Bounkani).
- Il est cependant urgent de trouver une réponse politique aux facteurs à l'origine du sentiment de marginalisation dont souffrent certaines communautés, mais aussi de mettre en perspective politique les équations socioéconomiques qui opposent les groupes entre eux.

Au niveau des structures et des dynamiques économiques porteuses d'inégalités

- Sur la question des inégalités et des discriminations institutionnalisées ou non, susceptibles de produire des ressentiments et des frustrations politiquement mobilisables, la mission tire 5 enseignements:
 - dans le Bounkani comme dans le Hambol, que la légitimité du principe régulateur de la **primauté du primo-occupant**, de plus en plus **remise en question**, mine les fondements du vivre-ensemble. Il en résulte une crise du privilège de l'autochtonie qui se double, chez les autochtones dans les quatre localités, d'un **sentiment d'inégalité économique** vis-à-vis des allogènes/allochtones
 - les effets du **changement climatique** exacerbent les clivages socioéconomiques constatés
 - l'économie de l'**orpaillage** semble désormais se poser comme une **activité dominante** au point de déclasser l'agriculture
 - Les **industries extractives** sont de plus en plus attirées par les ressources du sous-sol de ces localités
 - En raison des contraintes diverses que les **éleveurs transhumants et les orpailleurs** rencontrent dans le Tchologo, la tendance d'une frange des populations exerçant dans ces activités est à la **mobilité vers le Hambol**.

À propos des institutions politiques et structures de gestion des conflits liées à la gouvernance des ressources naturelles.

- la Mission a identifié 5 enseignements en termes de facteurs générateurs de sentiment d'injustice potentiellement capitalisables:
 - Dans les trois régions de l'Espace Comoé, les **instances coutumières** dédiées à la gouvernance et à la gestion des conflits existent, mais elles se sont toutes **décrédibilisées** partout et sont **de moins en moins en capacité de réguler les conflits** d'usage de ressources qui opposent des personnes issues de communautés différentes
 - La **course au foncier** semble avoir mis la **pression sur les mécanismes** de résolution des conflits et en retour, la fragilisation de ces mécanismes a contribué à l'accélération de la dérégulation foncière
 - Les instances de régulation des ressources foncières produisent des **règles** dont l'**application** se trouve **compromise par la corruption** de ceux qui doivent en garantir le respect
 - Dans le Bounkani, comme dans le Tchologo, avec une extension possible dans le Hambol, en raison des vagues de migration vers cette région, les situations **de polarisation** sur fond de clivages **ethniques** sont une aubaine pour les formes d'extrémisme violent aux frontières du Nord de la Côte d'Ivoire
 - l'empêchement à en exploiter les ressources et le **sentiment persistant** selon lequel **la loi ne s'applique pas avec la même rigueur aux exploitants illégaux venant d'ailleurs** qu'à eux, continue d'être vécus par certaines franges au sein des populations riveraines, surtout les jeunes, comme étant une injustice.

À propos des dynamiques d'anthropisation du PNC et de la Zone de biodiversité et insécurité

- Quatre enseignements ressortent de l'analyse des dynamiques d'anthropisation du Parc national de la Comoé et des Zones de biodiversité.
 - si la **pêche illégale** dans le parc n'est pas porteuse de plus de risque sécuritaire pour l'environnement humain, le **braconnage** dans le Parc et les ZBD a été quant à lui affecté par la militarisation de la sécurité surtout dans le Bounkani et le Tchologo.
 - Les **populations**, bien que se disant favorables à l'idée de conservation, trouvent paradoxalement des justifications aux formes de transgression des limites et d'agression de ses ressources dont ils se rendent **coupables ou complices par vengeance**.
 - L'**orpaillage** demeure la forme de **pression anthropique majeure** autour du Parc.
 - Si la militarisation de la sécurité des alentours du Parc semble avoir indirectement profité à sa protection, les **conflits générés par la transhumance et le pâturage** demeurent les sources de conflits **majeures et mortifères** en raison des usages conflictuels de la même ressource opposant les agents dédiés à la conservation et les Peuls d'une part, les agriculteurs et les peuls d'autre part.

À propos des griefs et ressentiments contre l'État

- les griefs contre l'État sont pluriels et produisent un éventail de ressentiments qui trouvent leurs fondements dans:
 - les excès de promesses conjoncturelles ou structurelles non tenues,
 - les incohérences constatées dans certaines décisions prises ou observées dans la mise en œuvre de certaines actions initiées par l'État,
 - l'incomplétude des services publics délivrés, particulièrement dans le secteur de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau et à l'électricité,
 - le projet de délimitation conflagène des territoires des villages,
 - l'épineuse question de l'employabilité des jeunes,
 - les tracasseries sur les routes et les pistes doublées du racket des forces de l'ordre
 - les réponses sécuritaires jugées discriminantes pour certains groupes

À propos des structures d'opportunités potentiellement favorables à la conversion

- Dans l'Espace Comoé, ni les migrations, ni les religions ne sont des vecteurs de pratiques et d'idéologie à fort potentiel de risques de conversion, même si dans le Bounkani, la Mission a pu relever un fort sentiment d'insécurité basée sur la croyance selon laquelle les « djihadistes » seraient toujours présents dans le Parc.
- Toutefois, l'état des relations entre les groupes en présence dans le Bounkani reste une source d'inquiétude politique, comme il l'est également dans le Hambol avec les conflits Bobo-Djimini et dans le Tchologo avec les Sénoufos Pallaka et les Miniankas/ Dogossè.

À propos des perceptions des risques d'insécurité et des initiatives locales de résilience

- Dans le Bounkani, un peu plus que dans les autres régions de l'Esapce Comoé, une conscience collective du risque sécuritaire liée aux actions des groupes extrémistes violents existe.
- Face à ce risque perçu, des initiatives locales sont prises. Mais leur efficacité se trouve parfois limitée par des contraintes organisationnelles qu'il convient de comprendre et d'aider les communautés à lever
- L'adhésion communautaire à ce mécanisme local de veille et d'alerte témoigne d'au moins deux choses :
 - (i) une conscience partagée des risques sécuritaires et une capacité de résilience à la menace djihadiste
 - (ii) l'existence au niveau local de ressorts pour une prise en charge endogène de la sécurité des populations

Recommandations et pistes d'action



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix



eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL



A Equal Access

Au titre de la restauration des liens horizontaux (i)

La mission recommande de :

- De prendre le leadership de la médiation, à travers des plaidoyers auprès du Gouvernement, afin :
 - (i) de trouver des solutions pacifiques aux crises de confiance qui peuvent subvenir entre les communautés
 - (ii) apporter des réponses aux griefs que nourrissent les populations contre l'Etat en vue de recréer la confiance avec les communautés.
- Prendre l'initiative, en partenariat avec le Ministère de la Culture, d'une ingénierie de manifestations coconstruites par les différentes communautés autour d'enjeux culturels et sportifs.



A Equal Access

Au titre de la restauration des liens horizontaux (ii)

- Réaliser un diagnostic du dispositif de vigilance et de surveillance communautaire à l'œuvre dans le Bounkani en vue de générer à travers cette dernière :
 - (i) l'enracinement de culture de la vigilance au sein des communautés,
 - (ii) le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le renseignement communautaire et
 - (ii) le développement d'une conscience citoyenne face à la menace sécuritaire.
- Envisager la possibilité d'exporter, sous forme de formation par les pairs, ce modèle amélioré vers d'autres zones qui ont besoin d'améliorer leur dispositif sécuritaire
- Avant tout investissement destinée aux jeunes et aux femmes des zones cibles du projet, de prendre une mesure d'anticipation du risque de nouveaux échecs par l'identification réaliste des causes de la léthargie sociale et économique constatée et, envisager les mesures possibles de réanimation capacitaire des femmes et des jeunes.



A Equal Access

Au titre de la restauration des liens verticaux

- Dans la relation entre communautés et industrie extractive, **d'apprendre à ces communautés à défendre leurs droits** et à prendre conscience de ces droits en les informant sur le contenu du code foncier relatif au développement communautaire, de renforcer leurs capacités organisationnelles avec les mesures d'assistance technique idoines afin qu'elles puissent accéder à ces droits économiques et sociaux dans le cadre des comités de développement locaux miniers
- de porter le plaidoyer de **l'allègement des procédures et des coûts d'obtention des permis d'exploitation** auprès du Ministère des mines.
- Sur la question de la transhumance, de porter auprès des instances gouvernementales de l'idée d'une **révision des procédures et barèmes d'indemnisation pour destruction de cultures** afin de les adapter aux réalités de terrain.
- De mener une étude pour comprendre la complexité des rapports de force et des arbitrages au niveau villageois, entre villages et entre ethnies afin de nourrir un cadre de réflexion sur le dialogue autour de la révision des barèmes d'indemnisation que nous proposons.
- **D'ouvrir un espace de dialogue social** rassemblant toutes les parties prenantes autour de chacune de ces problématiques, afin que des solutions locales y soient trouvées, notamment pour ce qui concerne l'incomplétude des services publics, le racket et les réponses sécuritaires discriminantes



À l'adresse de l'Administration publique

La mission recommande:

- Au **ministère de l'administration territoriale et des instances chargées de la gestion du domaine rural**, pour les trois régions et en vue d'atténuer les conflits agriculteurs-éleveurs, que :
 - la problématique des couloirs de transhumance soit reposée et que les règles du jeu soient réaffirmées ou redéfinies.
 - les barèmes d'indemnisation octroyée en cas de dégâts de culture soient renégociés et adaptés aux spécificités de chaque contexte.
- **À l'OIPR**
 - Que soit renforcée la présence continue des forces de dissuasion d'anthropisations anarchiques du parc ainsi que le maintien du dialogue avec les populations vivant autour du Parc et les Ageref, notamment sur la question de la gestion des dividendes de la préservation.



Résilience pour la paix

Merci!

Nom de la personne à contacter

Adresse Email

www.equalaccess.org

